



COMPTES EMPLOIS – RESSOURCES

(CER)

EXERCICE 2017

SOLIDARITE LAIQUE

ANNEXE SUR LE COMPTE EMPLOIS - RESSOURCES 2017

L'OBJET SOCIAL DE L'ASSOCIATION

Solidarité Laïque regroupe des organisations laïques qui œuvrent pour la solidarité. Elle a pour objet de :

- venir en aide aux personnes ainsi qu'aux groupes humains victimes de catastrophes, de la guerre
- de mener des actions en faveur des victimes de la misère, de la maladie, du racisme et de toute forme d'exclusion
- de mettre en œuvre des actions de solidarité et de développement
- de concevoir et réaliser des actions d'éducation et de formation au développement et à la solidarité.

LES EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

En France

Intitulé Programme	But	Événements significatifs
CME : Campagne Mondiale pour l'Education	Campagne internationale de plaidoyer et de défense du Droit à l'éducation portée par la société civile dans une centaine de pays dans le Monde. En France, elle est relayée par Solidarité Laïque et depuis 2015 par la Coalition éducation (constituée par Solidarité Laïque, chef de file, réseau de 14 organisations de la société civile) pour réfléchir et faire pression sur les dirigeants pour qu'ils respectent leurs engagements quant à l'éducation de qualité pour tous et les objectifs du développement durable.	<p>Solidarité Laïque est chef de file de la coalition. 2017 avec la nouvelle mandature a vu le secteur de l'éducation priorisé de nouveau au sein de la coopération internationale française : cela a donné une visibilité et un écho à la coalition et à notre travail de plaidoyer sur des financements plus forts et plus pérennes du droit à l'éducation dans les pays du Sud. Un travail auprès des parlementaires et des pouvoirs publics a été mené dans le cadre de la préparation du budget 2018 (avec la réactualisation de l'observatoire de l'aide française à l'éducation internationale) et aussi en amont de la conférence de reconstitution des ressources du Partenariat mondial pour l'Education (PME, en février 2018).</p> <p>Éléments quantitatifs significatifs : 30 questions parlementaires avec rencontre à l'Élysée avec le Président de la République et les Ministres, RDV avec la direction de l'AFD.</p> <p>Plaidoyer en consortium sur la privatisation et la marchandisation de l'éducation ; aux côtés de la coalition éducation et d'autres collectifs, Solidarité Laïque est investie sur ce champ de mobilisation et co-anime un réseau francophone contre la marchandisation de l'éducation : suite à l'obtention de financements collectifs, une rencontre de grande ampleur a pu être organisée fin octobre à l'Institut de la Francophonie pour l'Éducation et la Formation à Dakar. Cet événement a réuni dans leur diversité 105 délégués issus de 25 pays dans l'objectif de trouver des réponses communes face à la croissance alarmante des acteurs privés dans le secteur éducatif et plaider pour une éducation publique forte.</p>

<p>Rentrée solidaire : un cahier, un crayon pour les enfants du Mayotte et de Mali</p>	<p>Action de solidarité et de sensibilisation à la solidarité internationale, en partenariat avec la MAIF, la MAE, RFI.</p> <p>La Rentrée solidaire 2017 avec les enfants de Tunisie a réuni aussi les FRANCAS, UNSA éducation, AROEVEN, SGEN CFDT, SNUIPP, FSU, l'OCCE, les DDEN, la FCPE, la Ligue de l'Enseignement, et la Casden en partenariat avec le Programme Soyons Actives Actifs de Solidarité Laïque en Tunisie.</p>	<p>. A la rentrée 2017</p> <p>-La distribution au Liban : ce sont ainsi 15 930 élèves libanais scolarisés dans 31 écoles publiques qui ont pu être équipés, en partenariat avec l'association « Tamamoun Wa Tanmia » (Solidarité et Développement).</p> <p><u>En France</u> : la mobilisation avec et pour la Tunisie sous la forme d'une campagne d'éducation à la solidarité avec le soutien du Ministère de l'éducation nationale. Plus de 550 structures éducatives, de l'école maternelle au lycée, ont activement participé cette édition de la Rentrée solidaire ; à noter en parallèle une mobilisation d'urgence pour les Antilles suite à l'ouragan Irma a également mobilisé la communauté éducative autour de kits scolaires et de dons financiers. Comme tous les ans, dans le cadre de cette campagne, des ressources pédagogiques ont été produites et diffusées auprès des éducateurs notamment 5 000 posters pédagogiques « La Tunisie en 5 défis éducatifs » et un court métrage pédagogique de 26 min « Sur le chemin de la dignité, une journée à l'école en Tunisie » produit par SL avec une réalisation tunisienne. Le blog a été rénové pour plus de fluidité d'usage pour les éducateurs, avec plus d'iconographie, de visuels www.rentree-solidaire.org</p> <p>Les animations auprès des scolaires se sont poursuivies en 2017 grâce à la présence d'un service civique. Une fidélisation des éducateurs et des structures éducatives se confirme cette année, notamment par le biais de la capitalisation/ valorisation.</p>
<p>Centre de ressources</p>	<p>SL crée des outils pédagogiques, des ressources en ligne, essentiellement pour soutenir les éducateurs en ECS, à aborder des enjeux globaux et sociaux</p>	<p>En plus des productions annuelles dans le cadre de la Rentrée solidaire et des animations sur les Droits de l'Enfant, et sur la lutte contre le racisme et les discriminations: des nouveaux outils ont été produits en 2017 attestant d'un renforcement des dynamiques de mutualisation sur la production et la diffusion d'outils pédagogiques:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réalisation d'un jeu « Sur le chemin des droits de l'enfant » en lien avec les membres - actualisation du flyer « Ne lâchons pas nos droits » - La production du livret « Nous sommes avant tout des enfants ». Cet outil pédagogique est le fruit d'un partenariat entre le Snuipp, la FCPE, soutenu par l'IE et avec la participation d'InfoMIE. Ce livret déconstruit les clichés sur les personnes migrantes, adultes et enfants pour les élèves du primaire. - un nouveau catalogue des outils ECS de SL avec une page présentant et valorisant des outils des membres relevant du champ de l'éducation à la citoyenneté mondiale <p>Autres : formations d'animateurs de Montreuil en ECS, forum pédagogique sur les droits de l'enfant avec les OM et lancement de mallettes pédagogiques collectives pour les écoles ...</p>

Le PESI	Le Partenariat Educatif de Solidarité Internationale (PESI) concerne depuis 2015 tous les professionnels de l'éducation: étudiants des Espé, animateurs jeunesse, éducateurs spécialisés en enseignants. Soutenu par la Casden, la Maif et la MGEN, il vise à promouvoir les échanges entre éducateurs du Nord et du Sud.	Pour l'année universitaire 2017-2018, 8 projets ont été retenus pour un total attribué de 27 000€. Ils concernent des partenariats avec les pays suivants : le Sénégal, le Cameroun, la République Centrafricaine, le Rwanda, le Togo. Les projets sont portés par des ESPE Ecoles supérieures de Professorat et de l'Education, des associations d'éducation populaire et d'insertion de jeunes, des établissements scolaires autour d'échanges croisés sur : la formation didactique en maternelle, la coopération et la formation entre tuteurs de volontaires en service civique, la correspondance internationale comme outil didactique et interculturel, l'insertion des jeunes en difficulté, des échanges internationaux sur l'éducation à la citoyenneté mondiale, le développement durable...
Droits de l'Enfant: Sensibilisation et plaidoyer	Solidarité Laïque édite des outils pédagogiques pour sensibiliser les enfants à leurs droits et à l'existence de la Convention internationale des droits de l'enfant, propose des interventions et notamment des conférences dans les territoires. Un plaidoyer est porté sur les droits de l'enfant en France à travers l'AEDE (Agir Ensemble pour les Droits de l'Enfant) que SL co-coordonne.	Diverses mobilisations tout au long de l'année : <u>Plaidoyer</u> SL à travers l'AEDE continue sa mobilisation en faveur de la participation des enfants et des jeunes ; SL siège au collège associatif du Haut conseil des familles et de l'enfance (HCFEA). <u>Eduquer à la citoyenneté et aux droits de l'enfant :</u> - poursuite des animations notamment avec le jeu « En avant vers la cité idéale » fortement diffusé ; +30 animations portées par le siège et interventions, 2 ateliers à l'attention de professionnels. - poursuite des ateliers sur les séjours de vacances - Partenariat avec VIF (Vacances Insertion Famille) - Animations pédagogiques dans les classes et organisation de conférences dans les territoires grand public. - Réalisation d'un jeu « Sur le chemin des droits de l'enfant » - Développement des partenariats: MGEN (fitdays 15 000 enfants sur 40 étapes), MAIF (3 conférences sur les droits de l'enfant, participation au réseau Educadroit du Défenseur des Droits
Lutte contre les discriminations et le racisme Sensibilisation et plaidoyer	Dans la continuité de sa fonction ressources, le pôle ECS développe des outils et une offre éducative d'éducation contre le racisme et les discriminations, et notamment « lutter contre les idées reçues sur les migrations ».	Sur la base des outils développés en 2016 notamment les expositions sur les migrations, poursuite de la diffusion de ces ressources et animations: - La semaine d'éducation et d'action contre le racisme : du 18 au 26 mars 2017 : lycées, collèges et lieu alternatifs (La Dynamo à Pantin) ont été le théâtre d'animations de déconstructions des clichés liés aux migrations. Environ 100 personnes (allant de 14 à 60 ans) et plus de la moitié ont visité l'exposition. - 4 mai 2017: colloque co-organisé avec l'UNSA lors de leur congrès national « Migrations, combattre les idées reçues » - 25 et 26 novembre 2017: animation d'un parcours de formation « Migrations » au week-end d'Etudiants et Développement
PEPA : « Pas d'éducation, pas d'avenir »	Favoriser l'accès à une éducation de qualité pour tous dans le monde.	Projet commun de la Ligue de l'enseignement et de Solidarité Laïque qui s'est déroulé dans toute la France. 26 projets éducatifs d'associations ont été choisis par le jury pour bénéficier de ces fonds en 2017. Les ressources pédagogiques de SL sont mutualisées pour ce temps fort de sensibilisation à l'éducation dans le monde...

VIF (Vacances Insertion Familles) VIJA (Vacances Insertion des Jeunes Adultes) Vacances Insertions Seniors	Aide au départ en vacances de familles en difficultés sociales (VIF) ou de jeunes en insertion socioprofessionnelle (VIJA) et de retraité/e/s (VIS).	Croiser un temps de répit et de repos avec un temps de partage autour de valeurs fondamentales portées par Solidarité Laïque: le vivre ensemble et le respect des droits de l'enfant. Chiffre 2017: 1824 bénéficiaires (672 adultes, 1031 enfants, 88 jeunes, 33 séniors)
--	--	--

A l'international

Intitulé Programme	But	Evènements significatifs
JAD : Jeunesse Action Démocratie (JAD)	Pérennisation des actions du Programme Concerté Maroc - Phase III à travers l'autonomisation du Réseau Marocain de Jeunesse et de concertation	Travaux sur les changements des liens partenariaux post-PCM. Consolidation de la stratégie politique, opérationnelle et financière du REMAJEC. Bilan des conseils de jeunes, soutien à des pratiques des conseils de jeunes (bourses) et échanges de jeunes (Franco-Marocains). Formations (animation, montage de projets) à destination des conseils de jeunes. Plaidoyer (Mutuelle, ESS) Forum de clôture du programme JAD autour de la participation citoyenne des jeunes.
TOP EDUQ: Tous pour une Education de Qualité	Première tranche Top Eduq + démarrage tranche 2 Appui à l'autonomisation des réseaux nationaux (organisationnel, légitimité, Capacités d'intervention...) de la société civile ouest africaine : Bénin, Burkina et Sénégal, visant à l'amélioration de la qualité de l'éducation pour toutes et tous et à influencer les pouvoirs publics.	Plusieurs éléments significatifs portant sur les points ci-dessous sont à mettre en évidence : - sur la diversification et la pérennité des sources de financement, chaque Réseau national impliqué a élaboré sa stratégie budgétaire adaptée à ses besoins et réalités, couplée d'un plan de mobilisation des ressources. Environ 26 projets ont été soumis courant l'année. Chaque réseau rencontre au moins 20 partenaires techniques et financiers par an et fait en moyenne 10 demandes de financement. - Sur la gouvernance, en janvier 2017 à Dakar (lac Rose), la formation des coordinations, des groupes thématiques (GT) sur les ODD et sur la planification de leurs priorités a permis un renforcement de l'animation des réseaux. Tous les réseaux nationaux utilisent les outils de gouvernance associative et financière proposés par le programme. Sur la qualité des projets, plusieurs types de formation notamment sur la capitalisation et sur l'auto-développement ont été organisés. En marge de l'Assemblée Générale (AG) de lancement du programme TOP EDUQ, une foire aux savoirs regroupant les productions des 3 réseaux a été organisée à Ouagadougou : 15 partenaires techniques et financiers ont visité les travaux et les productions des GT
HAÏTI: 1- Programme pour le développement de l'éducation et du dialogue social en Haïti " Tête ensemble"	PROCEDH "Tête ensemble": Contribuer au développement d'une éducation de qualité et au renforcement de la place de la société civile dans la définition, l'élaboration et l'évaluation des politiques éducatives haïtiennes Objectif Spécifique 1 : Mobiliser, appuyer et renforcer la société civile à l'échelle nationale pour améliorer les conditions d'exercice du personnel de l'éducation et promouvoir un dialogue social Objectif Spécifique 2 : Participer à l'amélioration de l'éducation au niveau territorial par l'action concertée pluri acteurs	PROCEDH « Tête ensemble » : Finalisation des activités du programme (clôture à fin janvier 2018), évaluation de la 2 ^{ème} phase et définition de la 3 ^{ème} phase. Finalisation des projets éducatifs locaux (Port au Prince, Grande Anse, Gonaïves) cofinancés par les fonds d'appui aux initiatives locales. Diffusion dans les départements du guide syndical unitaire conçu par les 3 syndicats haïtiens. Participation à la campagne nationale pour le vote de la loi Fonds National de l'Education (FNE) et à la campagne internationale contre la marchandisation et la privatisation de l'éducation. Appui aux micro-projets de renforcement de capacités des 5 organisations membres haïtiennes.

<p>2- Programme : projet en consortium Post-urgence ouragan Matthew "Ti moun retounen lekol"</p>	<p>Post-Matthew :Le projet vise, dans un premier temps, à réhabiliter et équiper les structures éducatives dans trois départements du sud d'Haïti et dans un second temps, la prévention aux risques et désastres et le développement durable</p>	<p>14 écoles réhabilitées en 2017 et 30 écoles en cours de reconstruction début 2018. 2 000 bourses pour permettre la rescolarisation des élèves et le retour à l'école. 11 écoles électrifiées en 2018 et 24 autres à électrifier d'ici la fin de l'année. Environ 60 000 kits scolaires et pédagogiques distribués dans 60 écoles des 3 départements (Grand'Anse, Nippes et Sud).</p>
<p>COLOMBIE: Tous ensemble pour la paix ("Tod@s junt@s por la paz")</p>	<p>Tous ensemble pour la paix: Construire une paix durable et inclusive dans le contexte du post-conflit dans les départements du Choco et de Cauca en Colombie. Principaux volets: (i) accompagnement des initiatives locales d'éducation à la paix, défense des droits humains et gestion du territoire (y compris environnement), (ii) actions de plaidoyer pour la protection des défenseurs de droits humains et de leaders sociaux (iii) construction d'une vision commune de la paix entre les sociétés civiles colombienne et françaises.</p>	<p>Démarrage en septembre 2016 Organisation du Forum des ONG françaises et colombiennes à Grenoble, avec la participation de l'Ambassadeur de France en Colombie, de l'Ambassade de Colombie en France, l'AFD...et plus de 30 ONG françaises et colombiennes. En 2018, actions de plaidoyer pour exiger la mise en oeuvre des accords de paix et la protection de défenseurs de droits colombiens (tribune dans La Croix, communiqués de presse, tournée des défenseurs en Europe et réunions avec MAE sur l'Examen périodique universelle au Conseil de droits de l'homme de l'ONU...).</p>
<p>TUNISIE: Programme « Soyons actifs/actives »</p>	<p>PCPA « Soyons Actifs/Actives » visant à réduire les inégalités autour de 3 dimensions: éducation, insertion socio-professionnelle/ESS,démocratie participative</p>	<p>Suite du Programme Concert Pluri-acteurs. Mise en place de groupes de travail franco-tunisien sur l'éducation, la démocratie locale et participative ainsi que l'insertion socioprofessionnelle /ESS. Poursuite de l'appui à des projets innovants dans les trois domaines : 43 projets dans 20 gouvernats tunisiens.</p>

POLITIQUE D'APPEL A LA GENEROSITE DU PUBLIC

- Publipostage proposant le prélèvement automatique adressé aux donateurs actifs au fil de l'eau avec l'envoi du reçu fiscal

- 4 numéros de la lettre des donateurs (8 pages) sont envoyés dans l'année aux donateurs de l'association : février, mai, août, novembre. Chacune de ces publications est accompagnée d'un message d'appel à dons thématique, ou non affecté.

- L'envoi des reçus fiscaux est effectué soit à J+7, soit en fonction de la volumétrie pour rationaliser les coûts (1000 envois au minimum)

-Les donateurs ont la possibilité s'ils le souhaitent de recevoir une newsletter via courriel.

Prospection :

- Un mailing de prospection est envoyé en 1 vague (en septembre) par la Maif et Mgen sur la base 857.0000 adresses au total. Solidarité Laïque prend en charge les frais de conception et de production.

-Diffusion de trois dépliants comportant un appel à dons dans le réseau Solidarité Laïque, les salons et différentes manifestations : « Droit à l'éducation », « Un cahier un crayon pour les enfants de Tunisie» « Pas d'Education pas d'avenir »

-Annonce presse avec ou sans couponing dans les publications des organisations membres - (espaces publicitaires offerts).

-Don en ligne sur le site internet et e-mailing : don sécurisé, newsletter donnant la possibilité de donner

L'association ne vend ni ne loue son fichier « donateurs », extérieurs. Elle ne procède à aucune location ou achat de fichiers.

PRECISIONS SUR LE COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES

Le compte Emplois Ressources permet de préciser l'origine des différences ressources de l'Association et de leurs affectations en emplois.

Les ressources provenant de la générosité du public (dons, legs) viennent abonder les financements nécessaires aux réalisations des missions sociales, après déduction des coûts de recherche des fonds issus de la générosité publique et de 10 % du montant total collecté pour les frais de fonctionnement structurel du siège.

LES EMPLOIS (hors bénévolat)

Les charges d'exploitation figurant sur le rapport/bilan financier, quel que soit leur nature, se répartissent en 4 catégories :

- Les missions sociales réalisées en France et à l'Etranger,
- Les frais de recherche de fonds (communication liés à la fidélisation, prospection des donateurs, traitement des dons, etc...)
- Les frais de fonctionnement de la structure,
- Les engagements à réaliser sur ressources affectées.

Détail des missions sociales

En France :

Action Solidaire (Insertion Vacances, Appui aux micro-projets...)	318 947 €
Action de plaidoyer (Ecsi, droit enfants, lutte contre le racisme, CME...)	359 469 €
Urgence (Antilles +migrants)	31 481 €
Autres (relation extérieure ...)	83 305 €

L'Etranger :

Projet - Afrique de l'Ouest	484 794 €
Projet - Asie	30 844 €
Projet - Maroc	317 240 €
Projet - Tunisie	773 754 €
Projet - Haiti	878 445 €
Projet - Europe de l'Est (Moldavie)	8 978 €
Parrainages - Burkina Faso	63 981 €
Parrainages - Bénin	37 633 €
Parrainages - Sénégal	4 469 €
Parrainages - Colombie	7 373 €
Parrainages -Haiti Rozo+ Cedaj	13 199€
Parrainages Liban	4 768 €
Appui micro-projets (Amip, pesi, pepa ...)	169 837 €
Rentrée solidaire (Liban, Tunisie...)	70 069 €
Micro-projets (campagne Pepa)	
Autres (Coordination, communication ...)	121 892 €

L'affectation aux missions sociales des ressources collectées auprès du public a été déterminée, conformément au tableau des interventions, par le montant de la collecte affectée par les donateurs à des actions précises (appels à dons spécifiques), et/ou le montant de la collecte générale (non affectée) nécessaire à la réalisation des actions tels que prévus dans l'annexe budgétaire des dites actions. Le montant global de ces collectes a été diminué des « frais réels de recherche de fonds », et de 10 % du montant total collecté affectés au fonctionnement structurel du siège.

Frais de recherche de fonds

Ce poste correspond aux coûts réels (factures comptabilisées) des actions menées auprès du public tels que frais postaux et divers pour envoi mailings, frais d'impression notamment de dépliants, affiches et lettres d'information aux donateurs, frais de consultants pour la campagne de communication « grand public », de mise à jour du site internet, de saisie et suivi des dons etc.

Les coûts s'élèvent 822 018 €. Ils sont totalement financés par des ressources issues de la générosité du public.

Frais de fonctionnement

Après déduction de ceux qui par convention, ou par leur nature, sont affectés aux missions sociales ; les frais de fonctionnement regroupent l'ensemble des frais des services généraux du siège et des délégations, les dépenses pour

communication et le salon de l'éducation. Ils comprennent les loyers et charges, assurances, honoraires, frais postaux, téléphone, fournitures et prestations diverses, les salaires et charges sociales des services généraux, la dotation aux amortissements, les charges financières et exceptionnelles.

Détail des frais de fonctionnement

Coûts de structure du siège et délégations	683 398 €
Animation (Salon de l'Education)	4 469 €
Charges pour la communication	140 540 €

Le montant de la ressource collectée auprès du public, affecté à ce poste, correspond aux 10 % du montant total collecté.

Effectifs

Au 31/12/2017, l'effectif salarié en nombre d'emplois équivalents temps plein est de 24,80 personnes, incluant cinq personnels en emplois aidés. L'effectif des bénévoles apportant leur concours a été estimé à environ 40 personnes.

Les membres du conseil d'administration ne sont pas rémunérés au sein de l'association.

Engagements à réaliser sur ressources affectées

Il s'agit des dotations (subventions et dons), pour des missions sociales, reçues au cours de l'exercice.

LES RESSOURCES (hors bénévoles)

Les ressources comprennent:

- les dons (collectes et legs),
- les contributions d'organisations membres et/ou partenaires,
- les subventions publiques (Etat, Collectivités territoriales),
- les cotisations des adhérents,
- divers produits.

Le poste « dons » correspond aux dons collectés grâce aux actions de recherche de fonds par publicité et communication.

Les ressources collectées auprès du public se décomposent en:

dons et legs (affectés ou non)	2 198 996 €
Abonnement lettre SL	2 280 €

Les autres fonds privés recouvrent les cotisations des organisations adhérentes de l'association ainsi que des contributions volontaires ou diverses affectées à des projets spécifiques.

Cotisations adhérents membres	245 947 €
Contributions volontaires	79 788 €

Les subventions et autres concours publics sont essentiellement des subventions octroyées par l'Agence Française du développement (AFD), le ministère de l'éducation nationale (MEN), le ministère de la Jeunesse et Sports (MJS), le ministère des Affaires sociales, le commissariat général sur l'égalité du territoire (CGET), les collectivités territoriales et/ou locales et l'Agence Nationale Chèques Vacances (ANCV) :

Afrique de l'Ouest - (ACPR41+42) - AFD	450 917 €
Maroc (Jad3) - AFD	78 289 €
Tunisie (SAA11+SAA12) - AFD	864 884 €
Tunisie (UE via Solidar)	48 231 €
Haiti (Procedh 23) - AFD	72 777 €
Haiti (Urgence) - AFD	933 821 €
Haiti- Mairie x 2	6 000 €
Colombie (Colombip11)	52 257 €
France (CME Coalition) - AFD	76 000 €
Moldavie (CR Cher, Centre)	7 500 €
France (ECSI - Droits de l'Enfant) - Min. Educ Nat	40 000 €
France (ECSI -Droits de l'Enfant) - Min J.et Sport	5 000 €
France (Droits de l'Enfant+ lutte contre racisme) - Min Aff. Sociales	12 000 €

France (Droits de l'Enfant + lutte contre racisme) CGET	12 0 00 €
France - Urgence Antilles)- Mairie	4207 €
France (CR Nord)	1 500 €
ANCV	221 656 €
Subvention pour contrats aidés	38 114 €
Autres divers	37 823 €

Les subventions versées correspondent à des projets bien définis. La comptabilisation de ces produits dans le compte de résultat est faite en fonction de l'avancement des projets. Ce suivi est assuré par le biais de la comptabilité analytique qui permet de connaître précisément les dépenses par projet.

Lorsque les subventions concernent des projets pluriannuels, la quote-part relative aux exercices à venir est comptabilisée au passif du bilan en « produits constatés d'avance ».

Les autres produits comprennent:

Production immobilisée (film) Prestations diverses et vente d'outils pédagogiques	35 937 €
Production immobilisée (film)	753 €
Produits exceptionnels	27 718 €
Des produits financiers	1 397 €
Des transferts de charges d'exploitation	90 394 €

Le report des ressources affectées non utilisées des exercices antérieurs correspond à l'utilisation (reprise) sur l'exercice de partie ou totalité des fonds dédiés sur subventions et dons des exercices précédents.

LE BENEVOLAT

Valorisation des contributions volontaires en nature

Les interventions bénévoles ont été évaluées à 368 862 € et sont inscrites en comptabilité. Les actions des bénévoles correspondent aux missions suivantes :

Missions sociales

Pour la réalisation de ses projets en France comme à l'étranger, SL collabore avec différentes associations partenaires dans un cadre de coopération. Leurs interventions se présentent sous différentes formes : conception des projets, montage dossier pour recherche de financement, participation au comité de pilotage, mise en œuvre des projets etc...

SL sollicite également le concours de bénévoles pour le suivi administratif et budgétaire des missions de parrainages.

Les délégués départementaux de Solidarité Laïque collaborent aussi aux promotions de nos missions sociales en France comme à l'étranger telle la rentrée solidaire, « vacances insertions famille »

Ces bénévolats s'élèvent à 177 884 € en 2017

Concernant la participation des associations locales (à l'étranger), le bénévolat n'a pas été valorisé compte tenu des difficultés rencontrées pour mettre en place une méthode fiable de valorisation.

II Sièges

Pour le fonctionnement général du siège, des bénévoles interviennent sous différentes formes :

- Administratif : la mise sous pli, le traitement du courrier, impression documents divers,
- Budgétaire : la commission des contrôles internes
- Social: la commission du personnel
- Politique : toute décision de gouvernance (bureau, CA ...)

Ces bénévolats ont été évalués pour 79 096 € en 2017.

III Recherche de fonds

Par ailleurs, SL a bénéficié depuis quelques années d'un fichier d'adresses transmis par un ou plusieurs de ses adhérents, ainsi que de d'encarts publicitaires dans certaines de leurs revues. Quelques bénévoles interviennent également dans ce secteur « marketing » pour actualiser des fichiers de la base de données, mettre sous pli les mailings etc...

Ces prestations et bénévolats ont été évalués à 111 781 € en 2017.

Base d'estimation

Les bénévolats ont été valorisés suivant le barème de l'AFD (Agence Française de Développement), à savoir :

- Expertise : actif maximum 300 €/j ou 2000 €/mois - inactif maximum 200 €/j ou 1000 €/mois
- Encadrement : actif base 1500 € par mois - inactif base 1100 € par mois
- Exécution : actif base 750 €/mois - inactif base 750 €/mois

Pour le Siège, les bases similaires ont été utilisées pour le siège.

Pour les mises à dispositions de biens et services, les estimations sont au-dessous du prix du marché.

CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES

L'évolution du contexte, peu favorable aux associations dont le rôle est fondamentalement sous-estimé dans notre modèle social, a été prise en compte par notre organisation. A delà de la question de la qualité, plus ou moins bonne, du dialogue entre les pouvoirs publics et les organisations de la société civile pour faire progresser la vie en société, car c'est bien de cela dont il s'agit, la question du modèle économique est au cœur de la réflexion des acteurs et actrices de notre milieu. Les sujets sont nombreux ; notamment ceux relevant du passage de la subvention à la commande publique, intéressante en soi, mais ne levant pas à ce stade les inquiétudes sur la liberté d'initiative des associations, de la concurrence de plus en plus forte du secteur lucratif, de celle entre associations elles-mêmes, du transfert de nombre de compétences de l'Etat aux collectivités territoriales qui répercutent, en négatif le plus souvent, l'augmentation des charges qui en découle, ils sont appréhendés dans les instances de notre Union. C'est ce qu'il convient d'appeler l'hybridation des ressources par leur diversification, porteuse également de la diversification des activités. La recherche d'un bon équilibre entre les subventions (qui restent absolument nécessaires), les commandes, la générosité publique est une préoccupation constante de Solidarité Laïque. La rationalisation des coûts de collecte est également une donnée prise en compte pour limiter au maximum les frais d'envoi. En parallèle, un travail minutieux d'analyse des retours (NPAI...) a été effectué pour actualiser les fichiers, le prélèvement automatique se développe et le cadre global de la mise en place d'un système performant de la e-collecte est opérationnel, il faut ici remercier les organisations membres qui accompagnent cette évolution. Malgré cela, il a été nécessaire d'utiliser une partie des fonds du « report à nouveau » des deux années antérieures pour équilibrer les comptes de l'année 2017. Dans ce contexte, ne fois encore difficile, Solidarité Laïque a permis la création d'emplois au sein de notre organisation, participation active et raisonnée à la lutte contre le chômage. Il faut le rappeler ici, ces dernières années les associations ont créé plus d'emplois que les entreprises du secteur lucratif.